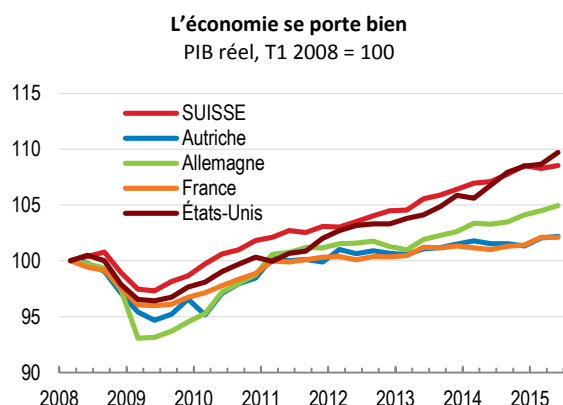


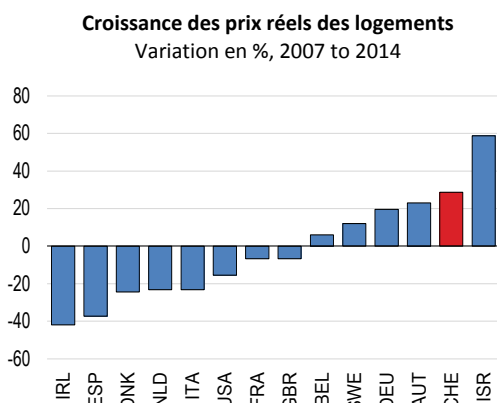
**L'économie se porte bien, mais la croissance de la productivité est faible**



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 97 (et mises à jour).

La croissance économique de la Suisse a connu un fort rebond après la récession de 2009, sous l'effet de la faiblesse des taux d'intérêts, d'une immigration soutenue et d'un plafonnement du taux de change franc suisse/euro jusqu'au début 2015 qui a favorisé une importante progression des exportations. L'inflation est faible voire négative depuis ces quatre dernières années, en raison, en grande partie, de la vigueur de la monnaie.

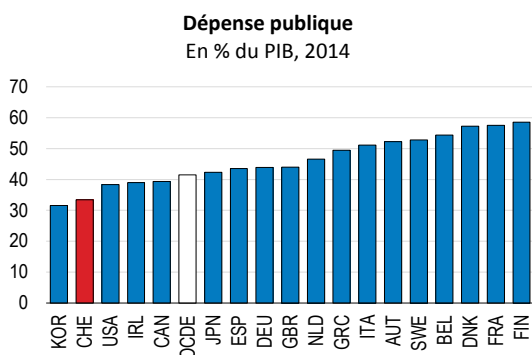
**Discipliner le cycle du marché du logement**



Source : Base de données de l'OCDE sur les prix des logements.

Les prix réels de l'immobilier se sont envolés ces dernières années, en particulier dans les localités les plus prisées. Le ratio des prêts hypothécaires résidentiels au PIB, qui s'élève à 120 %, est le plus élevé de l'OCDE et les banques sont donc exposées au secteur immobilier. Les taux d'intérêt très faibles, la croissance démographique et des cellules familiales de plus en plus petites favorisent les niveaux élevés des prix de l'immobilier. Des règles d'occupation des sols restrictives ont limité l'accroissement de l'offre. Les pouvoirs publics ont pris des mesures qui ont atténué quelque peu ces tensions, mais il leur faudra accentuer la réactivité de l'offre pour assurer un atterrissage en douceur et éviter des flambées de prix intenable.

**Augmenter l'efficacité des dépenses publiques**



Source : OCDE, Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 97 (et mises à jour).

La Suisse se caractérise depuis longtemps par un appareil d'État de taille réduite, ce qui ne l'empêche pas de figurer en bonne place dans les classements internationaux en matière d'enseignement, de santé et d'infrastructures. Cela étant, le vieillissement de sa population se traduira par un accroissement de la demande de services publics s'accompagnant d'une contraction des recettes. Il conviendra de mettre davantage l'accent sur l'efficacité de la dépense publique pour que l'administration publique, en dépit de sa taille limitée, puisse faire face à ces évolutions de longue durée.



### PRINCIPALES CONCLUSIONS

#### Politique macroéconomique

##### *La croissance a été forte, mais ralentit nettement.*

Les taux d'intérêt directs sont négatifs, mais il existe une marge de manœuvre budgétaire grâce au mécanisme du frein à l'endettement.

#### Mesures visant à stimuler la productivité et la croissance

##### *La croissance de la productivité a été faible.*

L'éventualité d'une décline de l'immigration signifie qu'il sera nécessaire de redoubler d'effort pour obtenir de meilleurs résultats en matière de productivité.

Alors que les femmes participent activement au marché du travail et sont majoritaires parmi les diplômés de l'enseignement supérieur, la plupart d'entre elles ne travaillent qu'à temps partiel.

#### Marché du logement

##### *La surchauffe du secteur immobilier peut faire planer une menace pour l'économie.*

Depuis quelques années, la Banque nationale suisse (BNS) met en garde contre les risques de surchauffe sur le marché immobilier, et plusieurs dispositions ont été prises en vue de ralentir l'activité, y compris des mesures volontaires de la part des banques commerciales.

La croissance du crédit hypothécaire aux entreprises qui possèdent un parc immobilier locatif a dépassé celle des prêts aux ménages.

L'investissement dans le logement est faible et ne suit pas la hausse de la demande.

### PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

Conserver le frein à l'endettement tout en permettant aux stabilisateurs automatiques de jouer pleinement.

Ouvrir davantage à la concurrence les secteurs de l'énergie et des télécommunications, notamment en privatisant Swisscom.

Aller de l'avant sur la voie des réformes du secteur agricole.

En matière de politique économique, mettre l'accent sur des mesures visant à stimuler la hausse de la productivité.

Étendre le réseau des accords de libre-échange, notamment à l'Inde et aux États-Unis.

Prendre des mesures pour favoriser une participation plus importante des femmes au marché du travail, par exemple en développant l'offre de structures de garde d'enfants et en introduisant une fiscalité individuelle plutôt que familiale.

Mettre en place un dispositif permettant de répondre explicitement au risque relatif à l'accessibilité financière, à actionner si nécessaire pour contenir les risques pour la stabilité financière liés aux déséquilibres des marchés du logement et des prêts hypothécaires.

Surveiller étroitement les prêts hypothécaires aux sociétés ou aux ménages pour le secteur de l'immobilier locatif, qui n'est peut-être pas aussi sensible aux mesures réglementaires récentes que le secteur des logements occupés par leurs propriétaires.

Réviser les règles d'aménagement du territoire en vue de faciliter la densification urbaine.

Limiter la déductibilité fiscale des intérêts des prêts au logement de façon à ce que ceux-ci, ajoutés aux dépenses d'entretien, ne puissent pas dépasser le montant du loyer imputé déclaré. Recalculer plus souvent les loyers imputés de manière à ce qu'ils reflètent mieux les valeurs de marché.

### PRINCIPALES CONCLUSIONS

#### Efficiences de la dépense publique

##### *La situation budgétaire est solide, mais les besoins en dépenses augmenteront à l'avenir, d'où l'impératif d'efficacité de ces dépenses*

Les élèves qui ont fréquenté le système d'éducation préscolaire pendant moins d'un an ou qui sont issus de milieux socio-économiquement défavorisés obtiennent des résultats scolaires nettement moins bons.

Le taux élevé de décrochage à l'université pour les étudiants issus de certains cantons impose des coûts aux autres cantons. En outre, les taux particulièrement élevés de décrochage de certains étudiants étrangers entraînent des coûts pour le système universitaire.

La demande de diplômés en sciences et ingénierie, santé, enseignements et dans certains métiers est en hausse.

Les médicaments génériques coûtent en moyenne près de trois fois plus cher que dans les pays voisins.

Le manque de données empêche d'évaluer les tarifs facturés par les hôpitaux.

Les pressions sur les dépenses liées à l'évolution démographique et au vieillissement de la population vont augmenter.

Accroître les dépenses publiques consacrées aux services d'accueil et d'éducation des jeunes enfants, notamment ceux issus de milieux socio-économiques défavorisés (notamment de l'immigration) ; on pourrait parallèlement généraliser le système de bons de garde d'enfant en vigueur dans le canton de Lucerne.

Étudier des solutions permettant de réduire le taux de décrochage dans le système universitaire.

Augmenter l'offre et l'attractivité de domaines d'étude très demandés sur le marché du travail. Continuer de clarifier les filières dans l'enseignement supérieur.

Revoir le système de fixation des prix des médicaments génériques en remboursant un montant forfaitaire déterminé à l'avance.

Encourager une comparaison systématique des coûts des hôpitaux. Si les tarifs continuent d'augmenter malgré les réformes récentes, envisager d'adopter une nouvelle législation qui les encadre au moyen de coûts de référence.

Fixer l'âge de la retraite à 65 ans pour les deux sexes et le lier ensuite à l'espérance de vie. Pour limiter les retraites anticipées, réduire les incitations existantes et accorder une prime de retraite plus importante à ceux qui choisissent de travailler plus longtemps.

#### Viabilité écologique

##### *La Suisse s'est fixé des objectifs ambitieux dans le cadre de ses engagements internationaux d'atténuation du changement climatique.*

La taxe sur le CO<sub>2</sub> est appliquée de manière variable selon les secteurs et les exonérations subventionnent implicitement les émissions de CO<sub>2</sub>.

La sortie progressive du nucléaire représente un défi.

Relever la taxe sur le CO<sub>2</sub> et éliminer les exemptions de cette redevance et des autres écotaxes.

Poursuivre le rapprochement des systèmes d'échange de quotas d'émission de la Suisse et de l'UE.

Recourir davantage aux mécanismes de marché pour réduire le coût de la transition du nucléaire vers les énergies renouvelables. Il conviendrait notamment de revoir la conception de l'actuel dispositif de rétribution de l'électricité injectée.

